

## CONVENTION

### RELATIVE AU DEPLACEMENT EN SOUTERRAIN A DES FINS ESTHETIQUES DES RESEAUX AERIENS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

N° 11-23-160115

Entre :

Syndicat SDES, Bâtiment le 3D représentée par M. DYEN Michel , en sa qualité de Le Président, dûment habilité(e).

Désignée ci-après sous la dénomination « **Collectivité** »

Et :

**ORANGE,**

Société Anonyme au capital de 10.640.226.396 Euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 380 129 866, ayant son siège social au 111, Quai du Président Roosevelt, 92130 Issy les Moulineaux domiciliée pour les présentes en sa Direction Orange Grand Sud Est, sise Orange Lumière – Bâtiment SUD 5° étage - 131 Avenue Felix Faure 69003 LYON,  
représentée par Monsieur Nicolas Drouillet, Directeur Orange Grand Sud Est,

Désignée ci-après sous la dénomination « **Orange** »

d'autre part,

Et collectivement désignées sous la dénomination « **les parties** ».

Il est convenu ce qui suit :

#### PREAMBULE

Dans le cadre de la mise en valeur de la qualité esthétique et environnementale du territoire la collectivité a demandé à Orange de procéder au déplacement en souterrain de ses ouvrages de communications électroniques.

Les parties ont convenu que la collectivité indemniserà l'opérateur du déplacement de ses ouvrages et procédera en conséquence au remboursement des dépenses que l'opérateur engagera au titre de la présente convention.

**Définitions générales :**

Dans la présente convention, on entend par :

- « **installations de communications électroniques** » : désignent les ouvrages de génie civil (canalisations, fourreaux, les chambres de tirage y compris les cadres et trappes et les bornes de raccordement et chambre),
- « **équipements de communications électroniques** » : désigne l'ensemble des câbles et ses accessoires.

#### ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières concernant les travaux relatifs au déplacement des réseaux de communications électroniques propriété d'Orange réalisés à l'occasion de l'opération situés

Adresse des travaux : **Les Lanchettes - Pont Baudin**

Commune de : **PEISEY NANCROIX**

Département : **73**

#### ARTICLE 2 – PROJET DE DEVOIEMENT

La présente convention s'applique aux installations et équipements de communications électroniques propriété d'Orange et implantés sur le domaine public routier de la collectivité, définis à l'article 1 de la présente convention, tels que décrits ci-dessous :

#### ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DE L'OPERATION DEPLACEMENT DES RESEAUX

- Réalisation des études et élaboration du projet technique de déplacement des réseaux visés à l'article 1.
- Réalisation d'une tranchée et pose des installations de communications électroniques (génie civil),
- Retrait des supports et des équipements concernés (pour les supports d'Orange, sous réserve de la dépose par leur propriétaire des éventuels câbles propriété d'opérateurs tiers installés sur lesdits supports).
- Câblage.

#### ARTICLE 4 – REALISATION DES ETUDES ET PRESTATIONS

##### **4-1 Etudes**

-**ORANGE** dans le cadre de son assistance technique, réalise les études relatives aux installations de communications électroniques ainsi que l'étude de câblage et fournit :

- le plan des installations de communications électroniques des ouvrages initiaux :
  - le dimensionnement des ouvrages et leur position
  - l'implantation et le type des chambres

- le schéma de modification des équipements de communications électroniques nécessaires au bon fonctionnement des services de communication électroniques concernés par le périmètre des travaux.

-La Collectivité fournit à Orange les documents suivants :

- la fiche de présentation de l'opération
- le plan de situation
- le plan de masse et tous documents utiles à la définition des besoins.

#### **4-2 Travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques**

##### **-ORANGE :**

- a) établit l'esquisse des installations de communications électroniques (études de génie civil), telle que définie à l'article 4-1
- b) communique à la collectivité le référentiel technique définissant les règles de construction des installations de communications électroniques et apporte à la collectivité, à sa demande, une assistance technique
- c) valide le projet de génie civil réalisé par la collectivité (plan d'exécution)
- d) établit le procès-verbal de réception des travaux de génie civil avant les opérations de câblage
- e) réalise dans la zone à aménager les opérations de câblage, pour les équipements dont elle est propriétaire, en tenant compte des différentes phases de travaux ou intervenants si nécessaire
- f) procède à la dépose de ses anciens câbles, de ses supports -sous réserve de la dépose des câbles propriété d'autres opérateurs installés sur ses supports aériens abandonnés- et de ses accessoires abandonnés

##### **-La collectivité :**

- a) notifie toute modification du projet à Orange
- b) communique à Orange le planning des travaux
- c) réalise les travaux de génie civil de la fouille
- d) procède à la pose des installations de communications électroniques dans la fouille prévue à cet effet
- e) demande à Orange le contrôle et la réception des installations de communications électroniques
- f) s'assure des levées de réserves pour l'obtention du « certificat de conformité au référentiel technique »
- g) sollicite les autorisations administratives nécessaires aux opérations qu'elle assure (arrêté de circulation, autorisation de travaux, ...)

#### **ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX DE DEPLACEMENT DES RESEAUX**

##### **5-1 Réalisation des installations dans le domaine public routier**

- La date de début des travaux est communiquée à Orange au moins dix jours à l'avance.
- Les travaux sont exécutés par la Collectivité, conformément au projet et aux dispositions prévues par le référentiel technique.
- La Collectivité définit dans ses dossiers de consultation d'entreprises, les dispositions à prendre pour la protection des câbles lors de l'exécution des terrassements et des couches de chaussée et ce, conformément aux éventuelles prescriptions fournies par Orange.

##### **5-2 Travaux de génie civil**

Les travaux de génie civil seront réalisés par l'entreprise qui intervient dans le cadre du marché relatif à l'opération d'aménagement, le cas échéant, certifiée ou agréée par Orange.

La pose est réalisée conformément aux spécifications techniques d'Orange, contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP1593 (cahier des clauses techniques particulières) édition en vigueur.

Les matériels utilisés doivent être conformes aux spécifications visées au CCTP1593 précité ; document à disposition, sur demande, auprès d'Orange.

##### **5-3 Travaux de câblage**

Orange assure directement, pour les câbles dont elle est propriétaire, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de tous les travaux de câblage (tirage et raccordement en souterrain des câbles) ainsi que de dépose du réseau abandonné.

##### **5-4 Adduction et génie civil dans les propriétés privées**

A défaut, d'accord trouvé avec les propriétaires riverains pour enfouir la partie privative de leur branchement, Orange conservera ou posera, en tant que de besoin, un poteau en limite du domaine public et maintiendra le raccordement des clients concernés en aérien.

##### **5-5 Accès**

Orange peut effectuer – si elle le juge utile - des visites de chantiers et faire part à la collectivité de ses observations éventuelles notamment pour tout ce qui pourrait avoir des incidences sur la sécurité des biens et des personnes ainsi que sur la bonne exploitation des équipements de communications électroniques.

#### **ARTICLE 6 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

##### **6-1 Contrôle**

Orange participe en tant que de besoin aux réunions de chantier selon son appréciation ou sur demande expresse de la collectivité.

Dans tous les cas, Orange sera destinataire des comptes rendus de réunion de chantier.

##### **6-2 Réception des travaux**

Après achèvement des travaux relatifs aux installations de communications électroniques (génie civil), la collectivité en informe Orange par écrit, afin de procéder aux opérations de réception.

Cette demande de vérification est accompagnée de tous les documents ainsi que de toutes les prestations nécessaires à la vérification technique et, notamment :

- L'établissement du plan de récolement relatif aux installations de communications électroniques (génie civil) coté, à l'échelle 1/200<sup>ème</sup> au format DWG
- Les fiches d'essais des alvéoles,
- Le pré-aiguillage des fourreaux.

Cette demande est effectuée au moins deux semaines avant la date souhaitée pour la réunion de réception.

La réception est effectuée de manière contradictoire entre Orange et la collectivité.

Un constat contradictoire est alors établi ; les conclusions de la réception sont consignées dans un procès-verbal signé par les deux parties en deux exemplaires.

Au vu du constat contradictoire, Orange :

- prononce la réception sans réserve,
- Ou - prononce la réception avec réserves en fixant un délai de reprise des malfaçons,
- Ou - refuse la réception des installations en fixant un délai de reprise des malfaçons.

Dans les deux derniers cas, passé le nouveau délai, un nouveau constat contradictoire est établi suivant la procédure ci-dessus.

Le coût de reprise des malfaçons ne saurait être imputable à Orange.

La réception sans réserve des installations de communications électroniques est un préalable à la réalisation des travaux de câblage par Orange ou par l'entreprise dûment mandatée par ses soins.

### **6-3 Plan de récolement géo référencé**

Conformément à la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la collectivité fait procéder à la fin des travaux au relevé topographique de l'installation, avec pour objectif la connaissance en 3D du réseau pour toute intervention future.

Le plan de récolement géo référencé, établi conformément à l'annexe est remis lors de la réception des opérations de génie civil.

### **ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

La collectivité prend en charge les prestations qu'elle réalise dans le cadre de la présente convention.

La collectivité indemnise Orange du déplacement en souterrain de son réseau aérien par la prise en charge des études, du matériel et prestations de câblage ainsi que de dépose des réseaux abandonnés d'Orange définies à l'article 4 de la présente convention.

Le montant de la participation des travaux réalisés par Orange et à la charge de la collectivité est indiqué sur le devis estimatif n° **11-23-160115** joint à la présente convention en annexe.

Orange adressera un mémoire de dépenses sur la base des frais engagés établi net de taxe à la collectivité qui procédera à son règlement dans les délais et selon les modalités réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 8 – PROPRIETE DES OUVRAGES – UTILISATION ULTERIEURE**

#### **8-1 Propriété des installations de communications électroniques**

A compter de la date de réception sans réserve mentionnée sur le procès-verbal de réception des installations déplacées de communications électroniques, ces dernières sont la propriété d'Orange qui en assure l'entretien et la gestion.

#### **8-2 Propriété du câblage**

Orange est propriétaire du câblage et, à ce titre, en assure l'exploitation et la maintenance.

#### **8-3 Autorisation d'occuper le domaine public**

Orange sollicite un arrêté portant permission de voirie auprès du gestionnaire de voirie et s'acquittera du paiement de la redevance liée à l'occupation du domaine public routier, conformément aux prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 9 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

#### **9-1 Responsabilité**

Les parties à la présente convention sont responsables de tous dommages matériels directs qui pourraient être causés du fait ou à l'occasion des prestations ou des travaux dont elles auraient respectivement la responsabilité, que ceux-ci soient effectués par leur personnel ou par les entreprises travaillant pour leur compte, dans le cadre des travaux réalisés en coordination, à l'exception des dommages indirects et/ou immatériels.

Les dommages indirects et/ou immatériels sont ceux qui ne résultent pas directement de leur fait fautif de celui de leurs cocontractants, notamment de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice et de préjudice commercial et autre perte de revenus.

Les parties demeurent responsables du respect des règles de l'art et des mesures de sécurité applicables à leurs travaux respectifs réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage et leur maîtrise d'œuvre.

Le respect de la législation en matière de sécurité à l'intérieur du chantier reste du ressort de chaque maître d'ouvrage.

#### **9-2 Assurances**

Les parties déclarent être titulaires de polices d'assurances leur permettant de couvrir leurs responsabilités susceptibles d'être mises en cause dans le cadre de la présente convention.

#### **ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle liera les parties jusqu'à réalisation complète des travaux objet de la présente convention, incluant les prescriptions citées à l'article 8 de la présente (la date de réception sans réserve et dépôt de la demande d'arrêt portant permission de voirie), et règlement des sommes dues selon les modalités prévues.

La présente convention sera caduque si les travaux ne sont pas commencés dans un délai de 18 mois à compter de sa signature. Les frais engagés par Orange comprenant notamment les frais d'études lui seraient alors intégralement remboursés par la collectivité.

#### **ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toutes demandes de modifications du projet initial ou de travaux supplémentaires, formulées par la collectivité, devront faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

#### **ARTICLE 12 – RESILIATION**

Le non-respect de la présente convention et de ses annexes, deux mois après une mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, entraîne la résiliation de la présente convention.

#### **ARTICLE 13 – LITIGES ET JURIDICTION**

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, toute contestation sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera portée devant la juridiction compétente.

#### **ARTICLE 14 – PIECES CONSTITUTIVES DE LA PRESENTE CONVENTION**

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- La présente convention,
- Annexes :
  - Plan de projet Orange (AS n°2308172)
  - Devis de travaux N° 11-23-160115

Fait en deux exemplaires originaux,  
Balma, le 04/03/2024

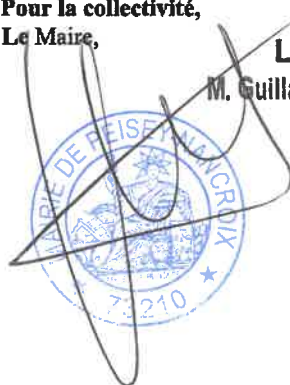
**Pour Orange**  
**Le Directeur d'Orange**  
**Grand Sud Est,**

Correspondant Opérations Collectivités Locales  
M. Nicolas SERIEYS



**Pour la collectivité,**  
**Le Maire,**

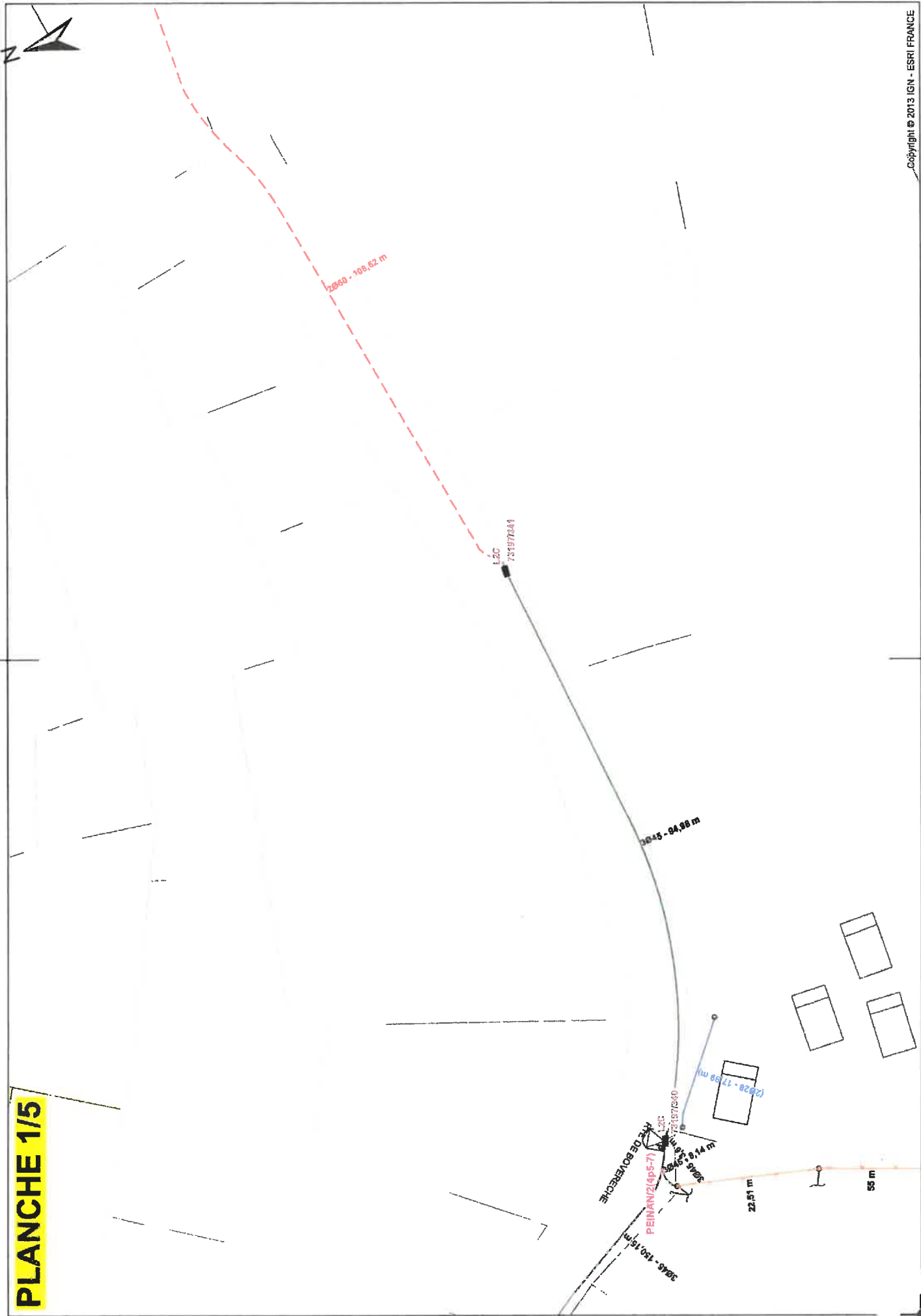
**Le Maire,**  
**M. Guillaume VILLIBORD**



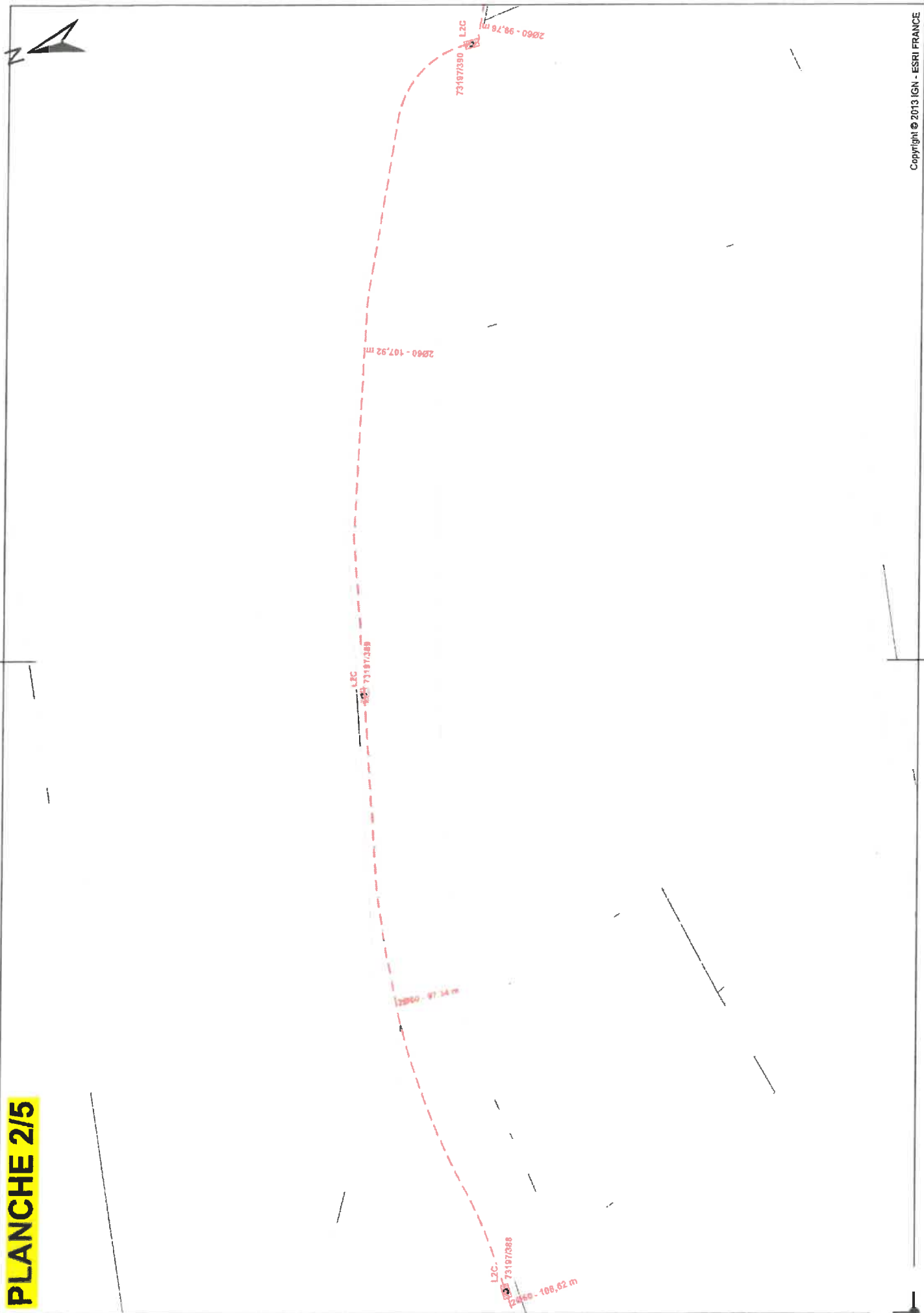


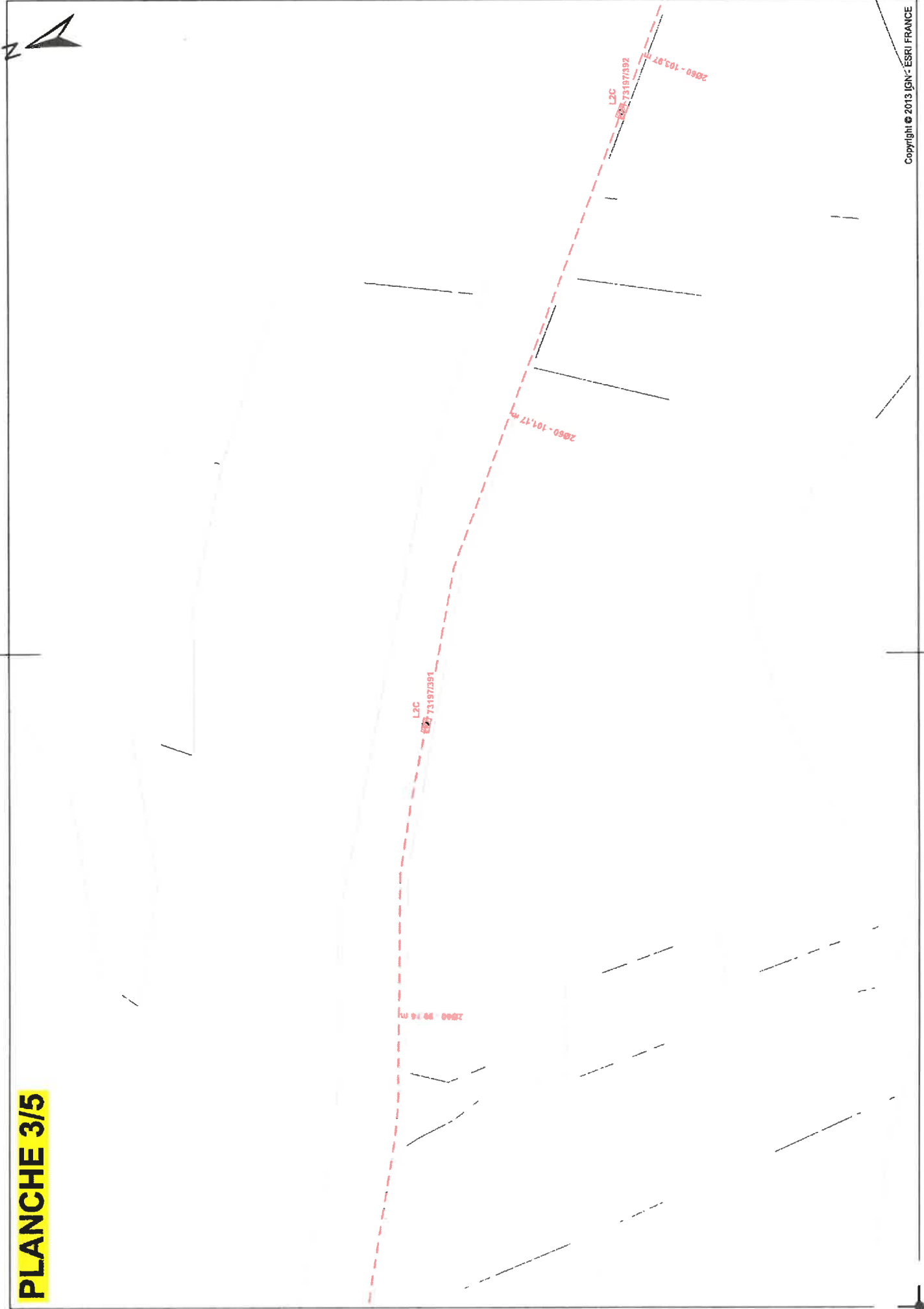


**PLANCHE 1/5**



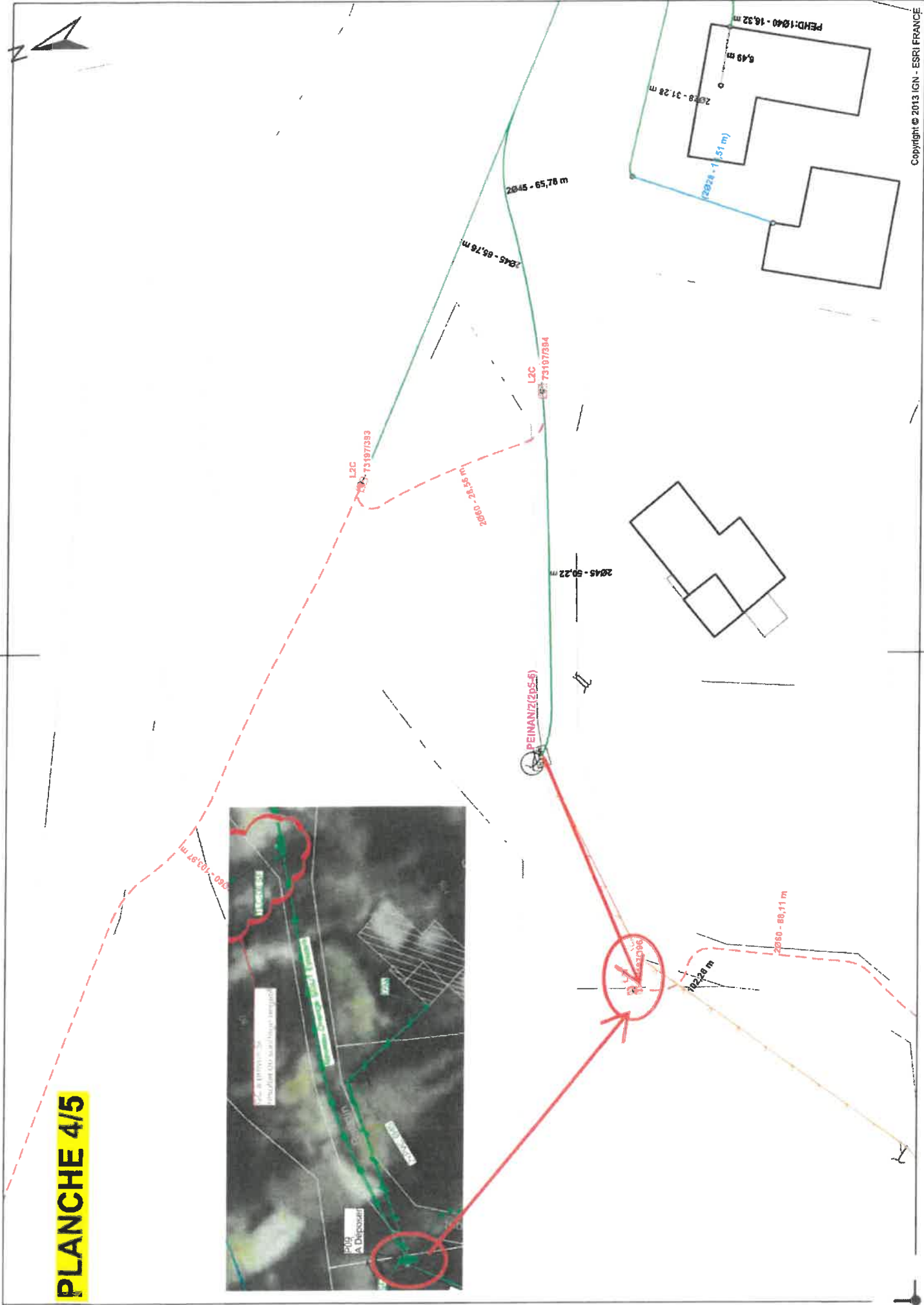
**PLANCHE 2/5**





**PLANCHE 3/5**





**PLANCHE 4/5**

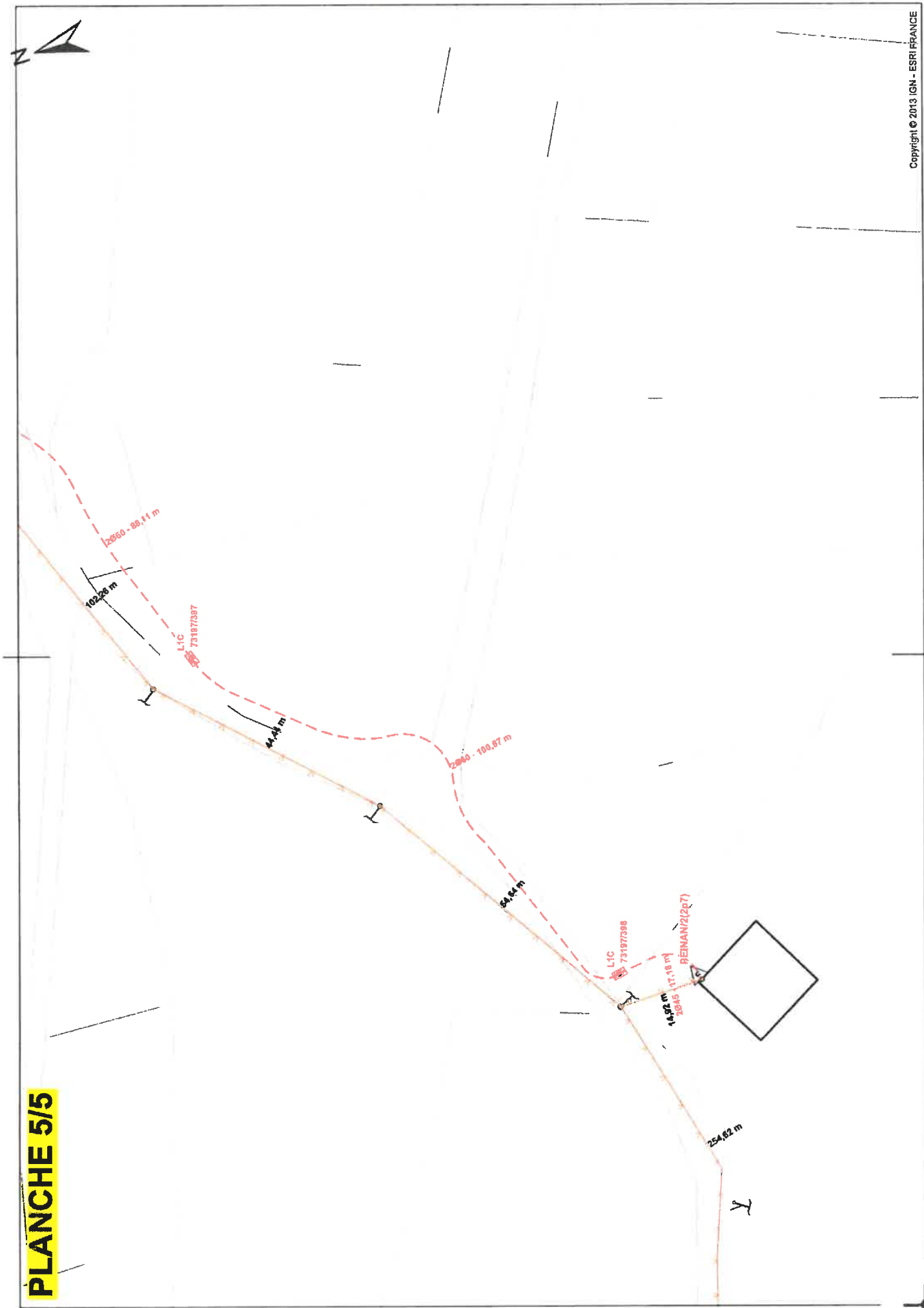
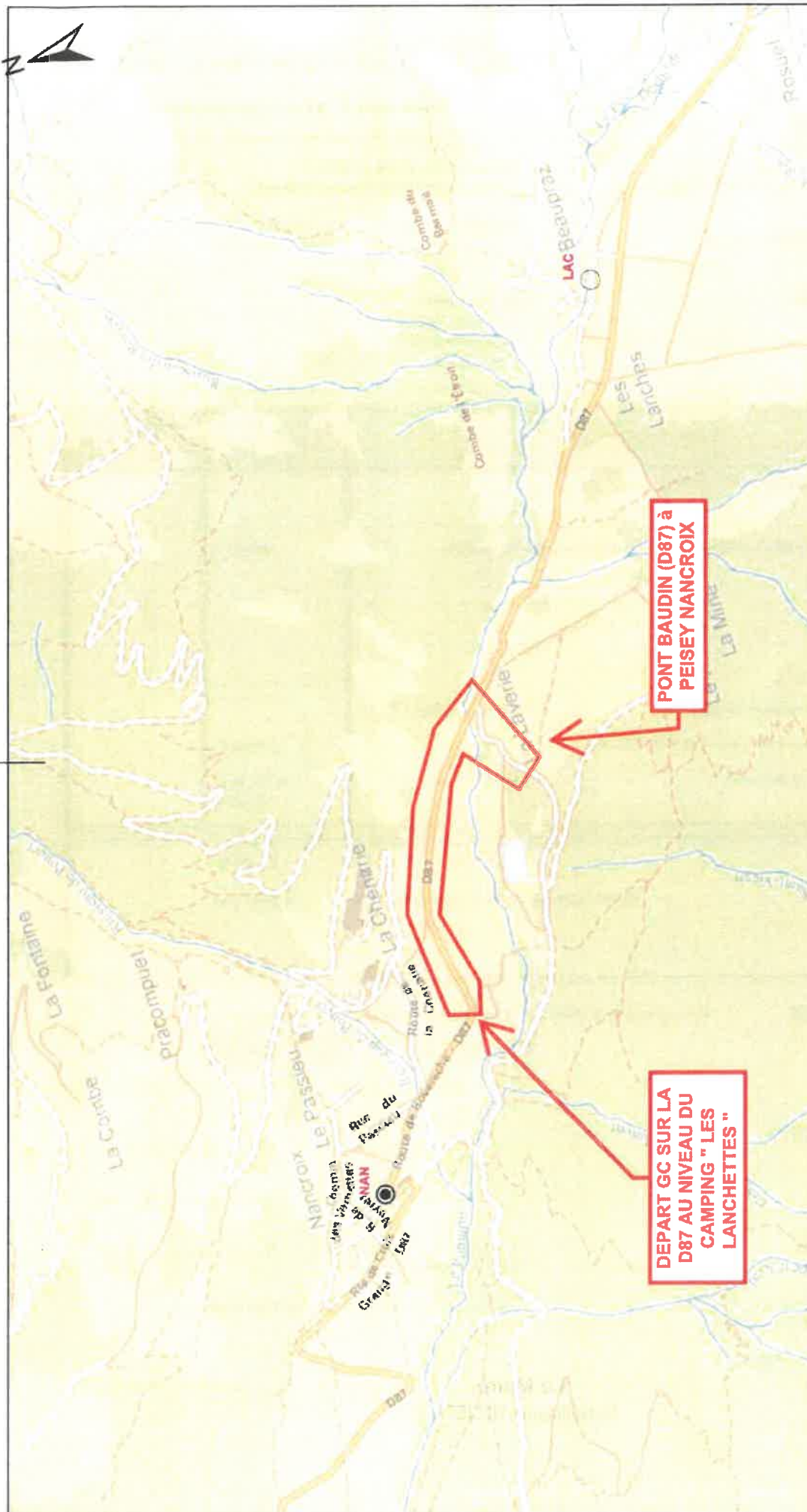


PLANCHE 5/5



**AVANT PROJET**

**Cet avant projet ne dispense en rien le maître d'œuvre de l'opération et les entreprises réalisant les travaux d'appliquer scrupuleusement les obligations figurant dans le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatique de transport ou de distribution, qui impose des prescriptions en matière de déclaration de travaux (sous-section I) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (sous-section II).**

**Si une difficulté, une impossibilité technique ou une anomalie est constatée lors des travaux, l'entreprise mandatée doit en informer son maître d'œuvre qui doit immédiatement alerter Orange.**



Devis n° PRO-JR4-PG11-24-160115

établi pour la réalisation de travaux

Etabli le : 4-mars-2024  
Par : SERIEYS Nicolas  
Tel : effacements.coord26@orange.com

Date de fin de validité du devis : 4-juin-2024  
Date de fin de validité des prix indiqués : 4-sept-2024

Nature des travaux :  
Coordination esthétique de l'artère Orange

Lieu des travaux : Les Lanchettes - Pont Baudin  
PEISEY NANCROIX

Pour le compte de :  
Mairie de Peisey Nancroix

Configuration :  
Nbre de branchements : 2  
Appuis EDF (APC) : 0  
Appuis Orange : 33

PRESTATIONS	Montants dus par la Collectivité à Orange	Montants pris en charge par Orange
Coordination esthétique de l'artère Orange		
fourniture de l'esquisse, réception, mise à jour de la documentation des installations	496,00 €	
<u>Equipements de communications électroniques</u> participation Orange : 0%		
étude, ingénierie, réception, mise à jour de la documentation	1 010,40 €	
dépose de l'aérien, pose en souterrain	2 721,22 €	
matériel de câblage	204,60 €	
<b>TOTAL</b>	<b>4 432,22 €</b>	
<b>Montant dû par la Collectivité à Orange</b>	<b>4 432,22 €</b>	

**FACTURATION**

Un mémoire sera établi par nos soins à la fin de travaux de câblage

d'un montant de

**4 432,22 €**

Fait en deux exemplaires originaux

A Balma le 04/03/2024  
Pour Orange

Correspondant Opérations Collectivités Locales  
M. Nicolas SERIEYS

Le Maire,  
M. Guillaume VILLIBORD

A Peisey - Nancroix le 12 9 JUL. 2024  
Devis accepté par :  
Signature  
(précédée de la mention "Bon pour exécution des prestations")

